

La bataille pour l'influence dans les institutions est lancée

UE Budget et renouvellement des postes au menu du Sommet

► Les dirigeants européens se retrouvent ce vendredi à Bruxelles.

► Sous les discussions sur le budget et la mécanique institutionnelle de l'UE, de vrais enjeux politiques.

Prévoyez d'éviter le rond-point Schuman, ce vendredi, il sera bloqué pendant que 27 dirigeants des pays européens se réunissent autour de deux sujets qui vont cristalliser les tensions dans les vingt prochains mois : les futures têtes des institutions de l'UE et son budget pluriannuel.

Dans ces batailles d'influence, il s'agit tout d'abord de savoir à qui revient la primauté de la nomination du futur président de la Commission, un poste historiquement confié par les chefs d'État et de gouvernement derrière des portes closes. Du moins jusqu'aux dernières élections de 2014 où le Parlement est parvenu à imposer « son » candidat, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. Ce, malgré la réticence du Conseil européen (chefs d'État et de gouvernement). Juncker s'était en effet prêté au jeu des « spitzkandidaten », en représentant sa famille politique dans une campagne électorale sans précédent dans plusieurs pays de l'UE.

Durant ces trois dernières années, les

eurodéputés n'ont jamais hésité, pour pousser leur agenda politique, à rappeler au Luxembourgeois ce qu'il leur devait. Cette connivence s'est même traduite par des dîners secrets où les chefs des grands groupes politiques du Parlement conseillaient Juncker sur les initiatives législatives à venir et sur ce qu'ils seraient en mesure de vendre à leurs troupes.

Aujourd'hui, les États membres sont quasi unanimes pour dire que le spitzkandidat du parti vainqueur des élections européennes de 2019 ne deviendra pas « automatiquement » président de la Commission. S'ils n'excluent pas de porter naturellement leur choix sur l'un de ces spitzkandidaten, ils refusent de le faire sous la pression du Parlement.

« C'est une question d'équilibre institutionnel », explique une source européenne. « La Commission doit être soutenue par toutes les institutions. Le Parlement, mais aussi le Conseil. Sinon, ça la fragiliserait », dit un diplomate.

Des fonds pas sans conditions

Ce vendredi, les chefs d'État et de gouvernement des 27 donneront également des orientations politiques à la Commission en vue de sa proposition pour le budget européen post 2020. Un des gros enjeux sera la conditionnalité nouvelle à adosser à l'octroi des fonds européens. L'UE caresse l'idée de conditionner l'accès à ses aides régionales au respect de l'État de droit. Un levier important pour

appuyer là où ça fait mal et faire plier par exemple la Pologne, qui a mis son système judiciaire sous cloche et sur laquelle la méthode douce peine à donner des résultats.

Réserver l'accès aux fonds aux pays qui acceptent la solidarité en matière d'accueil des réfugiés fait aussi partie des idées qui flottent. La France compte faire monter les enchères en ajoutant à ces conditions une concurrence fiscale saine. Elle estimerait, selon nos informations, politiquement difficile de donner l'impression de « financer » des baisses de taux d'imposition dans des pays qui ne la jouent pas fair-play.

Faire éclater les coalitions traditionnelles

Les réjouissances européennes auront commencé pour certains dès jeudi soir. Le Premier ministre belge, Charles Michel, a invité les dirigeants allemand, bulgare, espagnol, finlandais, français, irlandais, italien, luxembourgeois, polonais, portugais et slovaque. Une sélection qui ne répond a priori à aucune cohérence, puisqu'elle ne réunit pas les pays fondateurs ou une famille politique européenne.

Ce « tous azimuts » géographique vise à casser les clivages traditionnels entre le Nord et le Sud et l'Est et l'Ouest, qui sont de plus en plus insurmontables. Car dans l'UE, pour avoir de l'influence, il faut aussi savoir fédérer. ■

ÉLODIE LAMER

L'AGENDA DE MARS

Juncker redoute l'effet des élections italiennes

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a mis en garde jeudi contre une « réaction forte » des marchés après les élections en Italie, appelant « à se préparer au pire scénario ». « Début mars sera une semaine très importante dans l'Union

européenne », avec le référendum interne des sociaux-démocrates allemands sur l'accord de coalition avec les chrétiens-démocrates et les élections italiennes, a souligné l'ancien Premier ministre luxembourgeois lors d'une conférence à Bruxelles.

« Je suis davantage inquiet du résultat des élections italiennes que de celui du référendum interne du SPD, a-t-il ajouté. Nous devons

nous préparer au pire scénario, qui pourrait être de ne pas avoir de gouvernement opérationnel en Italie. » « Si l'on combine toutes ces incertitudes, le SPD, les élections italiennes, les gouvernements minoritaires ici et là (l'Espagne n'est pas le seul pays à être dans cette situation), nous pourrions avoir une réaction forte des marchés financiers dans la seconde semaine de mars », a-t-il prévenu. (afp)